Lyon 320

N° 6. — Première Année — LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — JUSTICE — Dimanche 19 Mars 1882.

LE DROIT SOCIAL

LE NUMÉRO 10 CENT.

ORGANE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES

LE NUMÉRO 10 CENT.

ABONNEMENTS

Pour toute la France { Trois mois. . . 1 fr. 50 / Six mois . . . 3 fr. » / Un an. . . . . 6 fr. »

Etranger : *le port en sus.*

ADMINISTRATION & RÉDACTION

7, rue du Port-du-Temple, 7, à Lyon

RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications, s'adresser au siège social, **7, rue Port-du-Temple, 7** *tous les jours, de 8 à 10 heures du soir*

Fédération Socialiste Révolutionnaire

RÉGION DE L'EST

Salle de l'Alcazar, rue de Sèze, dimanche 19 Mars, à 2 heures

GRANDE CONFÉRENCE

PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

PAR LE COMPAGNON

E. GAUTIER

DÉLÉGUÉS DE LA RÉGION

Pour St-Etienne : RÉGIS FAURE. — *Pour Vienne :* DAVOINE. — *Pour Villefranche :* DESGRANGE. — *Pour Annonay :* HENRI NICOLAS. — *Pour Amplepuis et Thizy :* JAROUX.

ORDRE DU JOUR :

RADICALISME & SOCIALISME

Révolutionnaire

Prix d'Entrée : 30 Cent.

NOTA. — Afin de mettre de l'ordre dans les débats, nous invitons les adversaires de la Révolution à se faire inscrire avant l'ouverture de la séance.

LE DIX-HUIT MARS

S'il est une date dont le souvenir doit donner aux révolutionnaires le courage et l'énergie de poursuivre leur œuvre de transformation, c'est assurément le Dix-huit Mars.

Malgré nous, notre pensée abandonne le présent ; le passé est devant nous avec ses jours de victoires et de défaites. Nous voyons l'empire triomphant sillonant les routes de soldats marchand, d'un pas allègre, en poussant dans chaque commune, dans chaque hameau, le cri du jour : A Berlin !

Le clergé se prépare à officier et à chanter des *Te Deum* en l'honneur du bandit qui les protège.

Les capitalistes entrevoient dans cette guerre des placements avantageux pour leurs capitaux.

Les exploiteurs de toutes catégories y voient le détournement des idées d'émancipations.

Les Prolétaires, en grande majorité empreints de l'esprit de chauvinisme, font chorus avec les charlatans de la politique.

La France toute entière a les yeux tournés vers le Rhin ou l'on va se tuer, s'entregorger.

Les victoires attendues sont remplacées par des défaites, et de nouveau les routes se sillonnent de soldats, de nouveau l'on entend des cris de guerre, ce n'est plus à Berlin, c'est à Paris, que crient ces soldats allemands ivres de vin et d'ignorance ; comme les français quelques mois plus tôt, ils vont, pour la plus grande gloire des dirigeants, massacrer, uter, violer, piller.

Est-ce la crainte ? Est-ce l'humiliation de la défaite ? Comme par enchantement la torpeur, l'avachissement du peuple parisien disparaissent et la cité révolutionnaire se réveille.

L'empire croule, ses partisans s'enfuient, ils font place à des hommes qui ne valent pas mieux ; et cependant que d'espérances ce mot de République n'a-t-il pas fait naître, quel est le Français qui ne s'est pas senti soulagé d'un poids immense qui l'oppressait, quand librement il a pu pousser le cri de Vive la République.

Quelle déception quelques mois plus tard ; affamé, trahi, vendu, Paris était ouvert aux prussiens. Thiers, le suppot de toutes les monarchies, était président de la République ; la réaction entrevoyait le fourgon qui devait lui ramener la monarchie.

Un cri de colère, de douleur retentit !

C'est le peuple parisien qui s'insurge. C'est la révolution populaire.

Comment exprimer le sentiment que l'on éprouve en songeant à cette époque. La réaction fuyait, les capitalistes faisaient amende honorable. Comme le lion pour un instant terrassé, Paris se relevait terrible, dominant le monde, et faisant entendre les cris de Liberté et d'Egalité.

Hélas ! c'était encore un rêve ! Quelques jours plus tard, ce ne sont plus des cris de triomphe, ce sont des pleurs, des plaintes, ce sont les sifflements des balles, le grondement du canon, les lueurs de l'incendie. C'est l'armée versaillaise qui blesse, qui tue, qui massacre. C'est le fils qui tue son père, qui tue sa mère, ce sont les mitrailleuses fauchant femmes et enfants, c'est le plateau de Satory avec ses poteaux, ce sont les pontons, c'est l'exil, c'est le retour : qu'est-il resté de tout cela ?

UN ENSEIGNEMENT, UNE LEÇON.

L'enseignement qui nous est resté de cette période de lutte, la leçon qui nous a été donnée et qui nous a coûté assez cher pour que nous en profitions, nécessitent, pour être compris de tous, l'étude de tous les actes de la Commune ; ce qu'elle a fait, ce qu'elle aurait dû faire, ce qu'elle a fait de bien, ce qu'elle a fait de mal.

Notre but, en étudiant les actes de la Commune, en approuvant les uns, en combattant les autres, est de montrer ce que doit être, ce que doit faire le prochain mouvement révolutionnaire.

La révolution ou la transformation que nous voulons accomplir embrasse dans son ensemble l'organisation religieuse, économique, politique. C'est donc sur chacun de ces points qu'il est nécessaire d'avoir une opinion arrêtée, car le jour de la lutte, l'on ne discute pas ; l'on combat, l'on exécute.

Au point de vue religieux, la Commune décréta la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'était quelque chose, c'était trop ou ce n'était pas assez. C'était trop si l'on croit à un Dieu, à une éternité, à la confession, à l'Eucharistie, etc., etc. Ce n'était pas assez, si, comme nous en sommes certains, tous les dogmes religieux n'ont jamais été établis que par des intrigants, avec l'intention bien arrêtée d'abrutir le peuple et faire prendre sa misère en patience, de se créer ainsi une force qui, réunie avec celle formée par le capital et l'autorité politique, constitue le gouvernement.

Ceci étant compris de la masse populaire, le premier devoir de la Commune était de faire disparaître les édifices religieux, ce qui, suivant nous, aurait été préférable à l'incendie de l'Hôtel-de-Ville ou du grenier d'abondance.

Parmi les actes de la Commune, celui que nous approuvons sans restriction, c'est la destruction de la colonne Vendôme. Comment admettre en effet, qu'au XIXe siècle, où les idées d'humanité et de justice ont germé dans presque tous les cerveaux humains, que l'on établisse sur une place publique de la soi-disant capitale de la civilisation, un monument qui symbolise la guerre avec toutes ses conséquences forcées ? Comment espérer de supprimer les frontières si l'esprit de chauvinisme se manifeste d'une façon aussi grotesque que la colonne Vendôme ?

On l'a reconstruite, elle est à redémolir.

Pour ce qui va suivre, nous sommes en contradiction avec toute la presse, depuis celle qui est réactionnaire, jusqu'à celle qui se prétend socialiste... C'est à qui, en effet, parmi cette presse, fera l'éloge de certains membres de la Commune, qui ont usé de toute leur influence et qui ont réussi à faire conserver intacts les milliards de la Banque de France : là, nous voyons une preuve, preuve indiscutable, que les élus du peuple, les membres de la Commune, n'étaient pas à la hauteur de la révolution.

Des préjugés, l'ambition de passer pour des honnêtes gens, ont fait conserver intacts ces capitaux, produit du vol fait sur les travailleurs ; avec ces milliards on pouvait bouleverser la France et peut-être l'Europe, on ne l'a pas voulu. « Nous avons été honnêtes, » nous disent ces dirigeants de la Commune, oui, vous avez été honnêtes vis-à-vis de la bourgeoisie, mais vous avez été presque lâches, presque traitres à la cause de la révolution. Ayant en main des armes de lutte, le stupide préjugé de la propriété vous a empêchés de vous en servir. Que penseriez vous d'un général qui, brûlant sa dernière cartouche pour s'emparer d'une forteresse, la laisserait reprendre sous prétexte que les munitions qui y sont appartiennent par droit de propriété au vaincu de la veille ?

Vous appelleriez ce général un traitre, vous auriez raison. Nous ne vous donnons aucune qualification, car ce que nous voulons, c'est non critiquer les personnalités de la Commune, mais simplement démontrer les fautes commises, et s'il y a eu une faute, c'est bien ce respect de la propriété. Les rues étaient remplies de prolétaires en guenilles, hommes, femmes et enfants étaient dénués de tout après ces longs mois de siège, et la plupart des magasins regorgeaient d'effets ; pourquoi ces souffrances quand il était si facile de les éviter ? Meurs de froid, prolétaire, cela ne fait rien, les marchandises resteront intactes.

Que pensez-vous de ces discussions et propositions occupant trois ou quatre séances de la Commune, remplissant huit ou dix colonnes du *Journal officiel* pour rechercher un moyen quelconque pour que les propriétaires ne perdent rien de leurs loyers.

On est à se demander, en se rendant compte de ces discussions oiseuses, si les élus du peuple de Paris ne bornaient pas leurs aspirations à remplacer les hommes du pouvoir que le peuple avait renversés.

Pour nous, c'est à peu près notre conviction, sinon pour tous, du moins pour une grande partie de ceux entre les mains desquels les Révolutionnaires parisiens avaient abdiqué leurs droits de souveraineté.

Partisans convaincus d'une transformation complète, nous invitons le peuple à agir lui-même le jour de la Révolution : qu'il incendie les édifices religieux, détruise les monuments rappelant des victoires, qu'il s'empare des capitaux, de l'outillage mécanique et du sol, et qu'il fusille le premier qui voudrait lui imposer une autorité quelconque !

LA SAINTE ALLIANCE des RÉACTEURS

Partout les réactions sont les mêmes, et en ce moment surtout où l'on entend sourdement craquer de toutes parts l'édifice gouvernemental et capitaliste, la franc-maçonnerie internationale des despotismes fait assaut de rigueurs.

Qu'il s'agisse de la République bourgeoise, de la monarchie parlementaire ou de l'autorité absolue à la façon Cosaque, les procédés sont les mêmes, et il vient de se passer presque en même temps, en France, en Russie et en Italie, trois faits caractéristiques de nature à dessiller les yeux des naïfs qui pouvaient encore, malgré la douloureuse expérience de l'histoire, conserver quelques illusions.

En France, à Paris, c'est cet ouvrier de Reims, le jeune Emile Florian, dont le *Droit social* a raconté naguère la tragique aventure, qu'un jury de propriétaires vient d'enterrer vivant pour vingt années, dans cet enfer transocéanien où sombrent par milliers les damnés de l'ordre social. N'avait-il pas eu l'audace de vouloir venger les misères du prolétariat, — qui avaient été ses propres misères, — sur la personne de l'un de ses exploiteurs ? Ceux qui assassinent lentement, à petites doses, des générations entières de travailleurs, ceux qui, semblables aux divinités sanguinaires des époques barbares, s'engraissent de chair humaine, ceux-là sont libres, ceux-là promènent insolemment, à travers les souffrances de la foule asservie, leur impunité scandaleuse, cousue d'or et gorgée de faveurs. Mais, malheur au misérable qui, privé du droit de vivre par des institutions homicides, s'avise de se faire à lui-même la justice que lui refuse l'organisation sociale, et, à bout de patience et de douleur, de punir les oppresseurs ! Celui-là c'est un criminel, un maudit ; il est mûr pour le bagne, quand ce n'est pas pour l'échafaud ! La République qu'on dit être la chose de tous, n'est pas la chose des pauvres.

En Italie, c'est Cipriani, un soldat de la Commune, que la justice royale vient de condamner à vingt-cinq ans de travaux forcés. Quel crime avait-il commis, ce brave ? Avait-il, lui aussi, comme Florian, essayé de « justicier » un tyran ? Non ! il était révolutionnaire, forfait aussi impardonnable au-delà qu'en deçà des Alpes... N'ayant pas de prétexte avouable pour se débarrasser de ce gêneur, on est allé chercher dans les souvenirs oubliés je ne sais quelle vieille histoire de rixe à Alexandrie, dans laquelle *il était arrivé malheur* à un mouchard. Cela a suffi pour supprimer un révolté.

A l'autre extrémité de l'Europe, en Russie, c'est une fournée tout entière de socialistes — dix condamnés, dont une femme — qu'on envoie à la fois à la potence.

Est-ce que ces trois faits, accomplis presque à la même heure, sous des régimes si différents en apparence, ne témoignent pas hautement de l'existence de la Sainte-Alliance des gouvernants ?

Est-ce qu'ils ne démontrent pas, sans qu'il reste aucune place au doute, que, quand il s'agit de sévir contre les travailleurs et de river leurs chaînes d'esclavage, il n'y a point de distinction à faire entre les juges de Florian, les geôliers de Cipriani, les exécuteurs des basses œuvres du tsar Alexandre, et les prétendus démocrates à la façon de M. Victor Hugo, dont la fraternité ne sait faire autre chose que de mendier pour les nihilistes torturés une grâce humiliante et de qualifier leurs efforts héroïques en faveur de l'émancipation humaine, de « lutte ténébreuse du mal contre le mal », comme si la révolte contre l'oppression pouvait être assimilée à l'exploitation d'un peuple par une bande de brigands ?

Est-ce qu'il ne s'en dégage pas, comme une conclusion forcée, la nécessité d'opposer à la Ligue bourgeoise, la grande Ligue prolétarienne, et de constituer, par-dessus ces frontières arbitrairement inventées par le despotisme pour créer entre les peuples des rivalités dissolvantes, la Sainte-Alliance des gouvernés, l'Internationale des pauvres, qui, répondant à la force par la force, à la violence par la violence, fera bientôt justice de ses persécuteurs coalisés, quels que soient leur nom, leur masque, leur langue et leur drapeau ?

Et toutes ces secousses préparatoires, qui, sous tous les climats, ébranlent déjà l'ordre établi, depuis le coup de revolver de l'ouvrier Florian jusqu'aux mines de dynamite creusées par nos frères de Russie sous les pas du fils des Romanoff, depuis les « crimes » agraires des paysans d'Irlande jusqu'aux grèves de la Grand'Combe, de Villefranche et de Bessèges, sont autant de signes précurseurs, annonçant que l'heure de la tempête vengeresse ne tardera pas à sonner.

A tous les déshérités, à tous les souffrants, à tous les vaincus de la vie, à tous ceux qui ont soif d'indépendance, d'égalité et de bonheur, de se tenir prêts pour la mettre à profit !

DEUX SOCIALISMES

II

Nous avons vu dans un précédent article (1) que les autoritaires entendent se servir des forces de l'Etat pour dompter la bourgeoisie et introniser le règne de la « justice sociale ». Nous allons examiner maintenant la théorie anarchiste, qui conclut au contraire à la destruction de l'Etat, sur le terrain politique, et sur le terrain économique, — qui ne nous occupe point en ce moment — à la suppression de la propriété. Notre tâche sera d'ailleurs rendue facile par la récente publication que vient de faire le *Groupe parisien de propagande anarchiste* où se trouvent condensées toutes les idées anti-autoritaires (2).

Après avoir fait tout d'abord les mêmes constatations que les autoritaires, les anarchistes en tirent des conclusions diamétralement opposées ; au lieu de prétendre employer les rouages gouvernementaux à l'œuvre de l'émancipation humaine, ils affirment — et ils démontrent — que c'est précisément à ces rouages, qui, en leur qualité de garantie de l'ordre capitaliste, permettent son existence et assurent sa domination, qu'il faut s'attaquer, que ce sont eux surtout qu'il faut ranger parmi les « destructions nécessaires ».

Ils démontrent que rien ne sera fait tant qu'il y aura un gouvernement, qu'il s'appelle monarchie ou république, qu'il soit de droit divin ou de droit populaire, parce qu'il sera toujours fauteur d'escla-

(1) Voir le *Droit Social*, n° 3.

(2) Les citoyens qui désireraient se procurer des exemplaires de cette publication intitulée l'*Anarchie*, peuvent s'adresser à Paris aux adresses suivantes : Eugène Baillet, boulevard d'Italie, 145. Gustave Faliès, avenue des Gobelins, 13. Emile Gautier, rue Monge, 101.

vage, de misère et d'ignorance ; que, par conséquent, tant qu'il existera un pouvoir — fût-il exclusivement ouvrier, — la révolution ne sera pas terminée, elle sera au contraire, si l'on n'y prend garde, bel et bien escamotée au profit d'une « aristocratie au rabais » qui, pour remplacer la religion par la science, n'en sera que plus dangereuse et plus exécrable.

Cette haine du gouvernement, que professent les anarchistes, est d'ailleurs suffisamment justifiée par les faits de tous les jours, — par l'intervention des troupes dans les grèves ouvrières, leur inaction dans les grèves patronales — témoin Bessèges et Roanne ; — par l'entrave policière mise à des manifestations aussi pacifiques — pour ne pas dire plus — que celle du 8 janvier dernier, sur la tombe de Blanqui ; — par les condamnations prononcées par les magistrats contre des manifestants anodins, aujourd'hui contre des grévistes assez naïfs pour craindre d'arrêter un ventilateur ; ils la justifient cette haine, en un mot, par la mise au service des intérêts capitalistes de tout ce qui compose les forces de l'Etat : armée, police, magistrature, en Europe comme en Afrique, en France comme à Tunis.

Mais ce n'est pas là tout ce que pensent et disent les anarchistes, et, pour ne pas nous attarder à leurs théories économiques, puisque nous avons passé sous silence — à dessein — celle des autoritaires, nous constaterons simplement qu'ils se déclarent communistes, c'est-à-dire adversaires absolus de l'idée et du fait de propriété, quelque forme qu'elle revête, et nous passerons immédiatement à l'examen de leurs moyens de propagande.

Quoiqu'on ne semble pas toujours s'en apercevoir dans le camp de leurs adversaires de toutes nuances, — bourgeois et socialistes autoritaires, — les anarchistes suivent, maintenant du moins, une ligne de conduite absolument conforme à leurs idées, à leurs théories.

Ennemis de l'Etat, ils prêchent contre lui la révolte de toutes les façons et ils engagent tous ceux qui ont quelque souci de leur dignité à entrer en lutte ouverte contre lui par ce qu'on a appelé la « propagande par le fait ».

C'est contre lui qu'ils organisent la grève des électeurs fatigués de l'exercice de ce droit mystificateur du suffrage universel.

C'est contre lui qu'ils entendent faire la grève des contribuables, comprenant enfin qu'il n'y a qu'un moyen de couper les vivres aux budgétivorres : le refus de l'impôt.

C'est contre lui qu'ils veulent soulever le paysan écrasé d'hypothèques, dévoré par l'usine, pressuré par le maître et réduit à n'être plus qu'un propriétaire nominal.

C'est contre lui qu'ils voudraient voir se former une immense ligue de tous les exploités, de tous les misérables, de tous les parias, de ceux qui manient l'outil comme de ceux qui conduisent la charrue, de ceux qui s'étiolent dans les *casernes* capitalistes, comme de ceux qui meurent de faim sur le champ arrosé de leurs sueurs.

C'est contre lui, en un mot, qu'ils entendent diriger tous les efforts, toutes les énergies, dépensées jusqu'ici en pure perte dans la besogne puérile et décevante de l'organisation d'un *parti politique distinct* et qu'ils voudraient voir, dans ce but, se former partout des centres de résistance, qui bientôt, pour nous servir de l'expression d'un des orateurs anarchistes, « enserreraient l'organisation dans un réseau de fer » d'où elle ne sortirait que broyée et prête à laisser la place à une société qui, basée tout entière sur la justice, assurerait à chaque être humain la satisfaction de tous ses besoins, en même temps que le développement complet de toutes ses facultés — matérielles et morales.

Mais pour arriver à ce résultat, il faut nécessairement un bouleversement, une révolution, et ici encore les anarchistes se séparent des autoritaires. A l'encontre de ceux-ci, qui entendent limiter l'œuvre révolutionnaire, lui imposer des bornes — hors desquelles il n'y aura pas de salut, — les anarchistes ne voient dans la Révolution qu'un déchaînement des passions populaires, qu'un immense soulèvement des masses exploitées, s'emparant directement et non par l'intermédiaire d'un gouvernement ou d'une *dictature de classe*, des richesses publiques, et les mettant — par cela même — à la disposition de tous, sans règlementation d'aucune sorte, sans pouvoir répartiteur, sans organisation gouvernementale.

C'est là le but des anarchistes, et, pour n'être pas accepté de tous, il n'en est pas moins très explicite, très compréhensible, disons plus, très réalisable.

C'est d'ailleurs à la démonstration de cette « *réalisabilité* » que nous consacrerons la troisième et dernière partie de cette étude en même temps que nous chercherons à déterminer la ligne de conduite que l'expérience nous indique et dont les faits nous donnent tous les jours une démonstration suffisamment concluante.

SEMAINE POLITIQUE

9 Mars.

Interpellation à la Chambre des députés relativement à l'intervention de l'armée dans la grève de Bessèges.

M. de Lanessan reproche au gouvernement des faits que nous croyons inutile de relater, attendu qu'ils sont aussi fréquents que les grèves et qu'ils se reproduisent sous tous les gouvernements sans distinction, et se reproduiront encore tant que patrons et gouvernements il y aura. Constatons cependant que pour cette fois, sans doute par suite de la *mauvaise volonté* des troupes, l'on s'est contenté de menacer et d'arrêter, les chassepots n'ont pas voulu *faire merveille* !

M. Goblet trouve d'abord *politique* de rejeter la responsabilité de ces mesures arbitraires sur le dernier ministère, le gr...and ministère ! comme il l'a déja fait lors de l'expulsion de Lavroff. Gambetta s'en défendra peut-être encore comme un bon diable, puis tout sera dit, l'on ne connaîtra jamais le véritable menteur.....

Allons, francs coquins, soyez-donc une fois des coquins francs.

∴

Plusieurs députés prennent la parole, entre autres M. Clémenceau qui dit des choses qui paraissent et sont qualifiées d'admirables par les âmes candides et candidates, mais parmi lesquels nous, *les utopistes* en titre, nous relevons des utopies telles que celle-ci : « Le gouvernement devrait protéger le faible contre le fort ! » Franchement, M. Clémenceau, ne dites plus de ces niaiseries là, vous paraîtriez aussi naïf qu'un électeur mettant un petit carré de papier dans une tirelire en sapin, et prétendant que ce papier est une arme puissante.

Aux reproches paternels de M. Clémenceau, M. Goblet répond que ce que le gouvernement a fait a été bien fait, attendu qu'il avait le droit de le faire ; quant aux réformes réclamées par les travailleurs depuis longtemps, paraît il, l'on ne peut pas tout faire à la fois, il faut commencer par un *bout* et finir par l'*autre* (c'est logique).

∴

M. de Lanessan dépose un ordre du jour par lequel la Chambre regretterait que le Gouvernement ait fait intervenir les troupes dans la grève de Bessèges.

Un autre monsieur, répondant au nom de *Turc* ou *Turquet*, en dépose un autre approuvant les déclarations et les actes du Gouvernement.

D'autres messieurs demandent purement et simplement l'ordre du jour pur et simple.

M. de Freycinet déclare accepter, ainsi que ses compères, l'ordre du jour *truqué*, du moins Turquet.

La Chambre par 309 voix contre 48 s'empresse, comme toujours, de donner satisfaction à ses chefs.

Travailleurs ! vous pouvez être fixés maintenant, il y aura toujours à l'Assemblée au moins 309 voix pour crier bravo lorsque l'on voudra vous fusiller !!!

Réfléchissez et prenez des mesures en conséquence.

∴

11 Mars.

Les réformes économiques vont commencer à pleuvoir. *M. Dufour* doit présenter devant la Chambre un projet d'augmentation de salaire des... des... des... députés et autres sénateurs, leur journée sera payée 35 fr. 60. Pas de différence pour les jours de chômage.

M. de Freycinet, qui est partisan des réformes, *en commençant par un bout* bien entendu, croit que l'on tient en effet le bon bout, c'est pourquoi il appuiera la proposition qui, dans ce cas, est sûre de passer. Gageons cependant que dans le cas contraire, nos intrépides représentants sauraient bien, pour cette fois, passer outre et faire échec au gouvernement.

Les travailleurs peuvent donc prendre patience, leur tour viendra assurément, mais par voie hiérarchique, et comme ils sont les derniers, il devront se contenter de ce qui restera.

Qu'ils cessent donc de faire grève, qu'ils rongent leur frein en silence, de crainte de troubler la digestion des premiers servis.

A moins cependant qu'un beau jour, fatigués d'attendre et de compter sur la bonne volonté de leurs maîtres, ils se décident enfin à faire comme ceux-ci, c'est-à-dire *à se servir eux-mêmes*.

Ce jour-là ce sera l'avènement de la Révolution sociale !

∴

Le même jour a eu lieu, au Sénat, une séance dont l'on rirait longtemps si l'on avait le temps et [illegible] moyens de rire.

Il paraît qu'à [illegible]opos de l'enseignement religieux dans les écoles, M. Jules Simon, ex-membre de l'internationale sous le numéro 606, a défendu la Patrie et le bon Dieu comme un vrai diable.

Il veut, paraît-il, que la première chose à enseigner aux marmots sortant de nourrice soit : l'amour sacré de la Patrie et de Dieu, ces deux fétiches inséparables pour tout bon gouvernement connaissant son métier, et Simon est un de ceux là, tout Jules qu'il est, nul mieux que lui ne connaît sa manière de gouverner sur le bout du doigt.

Députés, sénateurs, gouvernants de toute farine, inspirez-vous de ses maximes et de ses exemples si vous voulez acquérir longue et heureuse vie.

Nous lisons dans le *Réveil Lyonnais* la note suivante :

« On sait que notre ville est exploitée depuis quelque temps par une bande de faux monnayeurs, qui jettent chaque jour dans la circulation de nouveaux produits de leur industrie. Nous ne pouvons que mettre en garde nos lecteurs contre ces gens à allures plus que suspectes, qui se présentent à la tombée de la nuit, dans certains magasins, et donnent à échanger des pièces de monnaie, que l'on reconnaît — trop tard — pour être fausses.

« La police étant aussi impuissante à découvrir les faux-monnayeurs que les voleurs, nous avons pensé que ce nouvel avertissement n'était pas inutile. »

Ça c'est très bien, *Reveil Lyonnais*. Mais nous trouvons votre note un peu incomplète, c'est pourquoi, nous aussi, nous ne trouvons *pas inutile* de mettre en garde tous les lecteurs de journaux en général, et ceux du *Réveil* en particulier, contre certaines autres catégories de batteurs de monnaie, remplissant les journaux bourgeois, radicaux, voire même socialistes de leurs annonces alléchantes.

Telles que : Maisons de banque, assurances contre l'incendie, la grêle, les sauterelles, les voleurs (nous croyons que c'est celle-ci qui est la plus importante) les maux de dents, les cors aux pieds, la chute des cheveux, le chômage, etc., etc. Ah ! et les accidents ! 2 francs par jour pendant six mois à tout *sympathique* lecteur, qui se blesserait « en dehors ou dans l'exercice de ses fonctions ».

Lire, pour plus amples renseignements, l'article de... *fonds* paraissant tous les jours en tête du *Réveil Lyonnais*.

A BAS LES FÉTICHES

Il faut pourtant se décider à le dire tout haut, parce que c'est la vérité.

Cela effarouchera sans doute beaucoup de monde, cela renversera toutes les idées reçues, toutes les traditions établies, mais tant pis ! Des anarchistes-révolutionnaires n'en sont pas à regarder à un scandale de plus ou de moins

Eh bien ! Victor Hugo nous em... bête !

Il est temps, plus que temps, de crever l'auréole menteuse dont le fétichisme des masses, soigneusement entretenu par la petite chapelle des joueurs de lyre, entoure cet insupportable bonhomme, en passe, ma parole ! de devenir Dieu, ni plus ni moins que Christ, moins, toutefois, le crucifiement. Il est temps, plus que temps, de déboulonner ce prestige usurpé, et de rabaisser l'idole à de plus justes proportions.

C'est énervant, à la fin, quand, par hasard, *le Maître* — comme l'appelle, sans rire, la basse-cour de valets de lettres qui gravite autour de LUI, — daigne laisser tomber une phrase sur la foule agenouillée, d'entendre remâcher partout, sur tous les tons : « C'est admirable ! C'est merveilleux ! C'est sublime ! »...

Ça ne se discute même plus, du moment qu'IL écrit ou qu'IL parle, fût-ce pour commander des chaussettes à son fournisseur ou pour réclamer des bons soins de sa gouvernante certain vase nocturne avec lequel le secrétaire du *Figaro* a fait, la semaine dernière, si singulièrement et si intimement connaissance, il est convenu qu'on doit tomber en extase...

Et, ce qu'il y a de pire, ce qui fait surtout la monstruosité de la chose, c'est que ce ne sont pas seulement les bourgeoisillons de la littérature et du journalisme qu'atteint cette sorte de trichinose hugolâtrique... Elle gagne jusqu'aux couches profondes du prolétariat... C'est une manière de religion, dont il est malaisé de retrouver les racines premières, mais dont il n'est que trop facile de constater les ravages.

Il n'est pas jusqu'aux socialistes-révolutionnaires eux-mêmes, dont bon nombre, dominés par la puissance du préjugé courant, ne se laissent aller à « suivre le monde ». Combien n'en trouvez-vous pas encore — des nôtres ! — qui, oublieux du passé et pris dans le tourbillon aveugle de cette adoration universelle, vous disent d'un ton pénétré : « C'est égal ! quel prodigieux écrivain ! quel génie ! »

Eh bien ! moi, quand j'entends parler ainsi — et le bon Dieu de Hugo sait si je l'ai entendu souvent ! ça me met en rage.

Voyons, parlons sérieusement.

Laissons de côté la piteuse histoire du personnage !

Ne rappelons que pour mémoire ses dithyrambes vendéens et monarchiques, sa part de création avec Béranger — encore un mort à tuer ! — dans l'inexpiable légende napoléonnienne, ses bondieusarderies, son attitude en juin, où on le vit aux barricades, mais pas du côté des pauvres, ses insultes à la Commune vaincue, mal rachetées par une hospitalité réclamière donnée à quelques proscrits de choix.

Prenons-le simplement au point de vue littéraire.

Sans doute, il se trouve dans son œuvre plusieurs très belles pages, attestant que leur auteur n'est pas le premier venu. C'est un très grand poète, un très grand écrivain ; soit ! Il excelle surtout incomparablement dans les calembourgs et les jeux de mots.

Mais la gloire n'est-elle point disproportionnée au mérite ? Est-ce une raison pour lui brûler tant d'encens, jusqu'à lui casser même l'encensoir sur le nez ? Est-ce que c'est une raison de se pâmer chaque fois qu'il ouvre la bouche, même pour dire une de ces bêtises, en même temps incompréhensibles et solennelles dont il a le secret ?

En voici un nouvel échantillon, que nous livrons — sans amertume — à l'appréciation froide de tous les citoyens à jeun, chez lesquels le culte du poète n'a pas encore remplacé le culte de la Vierge-Marie.

C'est à propos de la condamnation de dix compagnons nihilistes à la peine de mort.

Citons textuellement le morceau ; il en vaut la peine :

Il se passe des faits d'une nouveauté étrange.

Le despotisme et le nihilisme continuent leur guerre. Guerre effrontée du mal contre le mal : duel de ténèbres. Par moment, une explosion déchire cette obscurité ; un instant de clarté apparaît, et il se fait un jour de nuit. C'est horrible. La civilisation doit intervenir.

A cette heure, voici ce qu'on voit : une obscurité illimitée ; au milieu de cette ombre, dix créatures humaines, dont deux femmes (deux femmes !) sont marquées pour la mort. Et dix autres sont données à la cave russe, la Sibérie.

Pourquoi ?

Pourquoi ce gibet ? Pourquoi ce cachot ?

Un groupe d'hommes s'est assemblé. Il s'est déclaré *haut tribunal*. Qui assistait à ses séances ? Personne. Pas de public ? Pas de public. Qui en rendait compte ? Personne. Pas de journaux ! Mais les accusés ? Ils n'y étaient pas. Mais qui parlait ? On l'ignore. Mais les avocats ? Il n'y avait pas d'avocats. Mais quel code citait-on ? Aucun. Sur quelle loi s'appuyait-on ? Sur toutes et sur aucune. Et qu'est-il sorti de là ?

Dix condamnés à mort. Et les autres ?

Que le gouvernement russe y prenne garde.

Il est gouvernement régulier. Il n'a rien à craindre d'un gouvernement régulier ; rien à craindre d'une nation libre, rien à craindre d'une armée, rien à craindre d'un état légal, rien à craindre d'une puissance correcte, rien à craindre d'une force politique.

Il a tout à craindre du premier venu, d'un passant, d'une voix quelconque.

Grâce !

Une voix quelconque, c'est personne, c'est tout le monde, c'est l'immense anonyme. On entendra cette voix ; elle dira : Grâce ! Je crie grâce dans l'ombre. La grâce en bas, c'est la grâce en haut. Je demande grâce pour le peuple à l'empereur ; sinon, je demande à Dieu grâce pour l'empereur.

VICTOR HUGO.

Voilà !!!

Nous ne nous attarderons pas à faire le procès du ton éminemment réactionnaire de ce *factum* étrange, à propos duquel la presse multicolore a vidé ses méprisables réserves de bénédictions et de cantiques admiratifs. De la part du poète, rien ne nous étonne plus, pas même qu'il appelle les efforts héroïques des esclaves révoltés contre le plus odieux des despotismes « *la guerre* EFFRONTÉE (?) *du mal contre le mal* » ; pas même qu'il prenne sur lui de promettre à l'autocrate russe l'indulgence d'une « nation libre »...

Ils sont vraiment incurables, ceux qui n'ont pas encore, à ce point de vue là, jugé, comme il convient, le bonhomme.

Seulement, nous le demandons, que signifie, à quoi rime ce charabias ? Ce « jour » qui est de « nuit » cette « voix quelconque » qui est à la fois « personne » et « tout le monde » toute cette déclamation d'apocalypse, est-ce donc cela qu'on appelle du génie ?

Dites donc, compagnons de la Guillotière, si, vous ou moi, nous nous étions risqués à parler pareil argot dans une réunion publique ou à publier une lettre de cet acabit là dans le *Droit social*, quelles gorges chaudes n'eût-on pas faites !

Il est vrai qu'il se fût agi de simples prolétaires n'ayant pas eu pour père un général, ni pour mère une fille de chouans, tout bêtement gens utiles et vulgaires travailleurs, ne songeant guère à nous faire baiser les mains (1), ni à

(1) Celui qui écrit ces lignes a vu, de ses yeux vu, M. Victor Hugo donner ses mains à baiser à ses visiteurs — 21 rue de Clichy — ni plus ni moins qu'un confesseur de nonnes....

nous faire élever des statues, ni même à donner notre nom à des squares ou à des boulevards....

Même si nous étions avisés de jeter — dans un livre qui passe pour être sérieux l'*Année terrible* — à la face du général Trochu, ce monstrueux à peu près :

« Participe passé du verbe trop choir » comment eussiez-vous fait pour éviter les pommes cuites du parterre ?

Est-ce donc parce qu'il s'appelle Victor Hugo, que tout doit lui être permis, même de cracher sur nos martyrs, même de mettre à toutes les sauces l'esprit gaulois et la langue française ?

Vrai ! j'aime mieux les francs « gones » du *Carillon de Saint-Georges*....

Au moins, ceux-là n'ont pas de prétentions !

E. G.

L'ABRUTI

Soixante ans ont brisé cette maigre carcasse,
Malingre et souffreteux, ne tenant pas debout.
Vieil outil rebuté dont on se débarrasse,
Il ne semble aujourd'hui qu'inspirer le dégoût.

Enfant des noirs pays du fer et de la houille,
Il n'a pu recevoir aucune instruction,
Dès l'âge de sept ans on le voit dans la fouille
Pour le plus grand profit de moinde exploitation.

Plus tard il fut soldat, et pour de sots caprices,
Il dut faire en campagne nombre d'expéditions.
Riche d'infirmités après de longs services,
Il est venu s'offrir à d'autres ambitions.

Sans état, sans métier, sans aucune ressource,
Dans les grands ateliers il est venu pourrir.
Jamais l'économie ne vint grossir sa bourse
Son salaire ne pouvant qu'à peine le nourrir.

N'ayant pour l'avenir la moindre certitude,
Au morne célibat il se vit condamné.
Et du capitaliste avec gratitude
Il a dû recevoir un travail de damné.

Eh bien ! regardez-le maintenant, vieille brute :
Laisser pourrir sur lui un vêtement crasseux,
Trop vieux pour son travail le patron le recrute,
Que lorsque l'atelier manque de malheureux !

Encore quelque temps il viendra dans l'usine
S'informer si l'on peut l'occuper quelque part.
Puis un jour le portier le prenant par l'échine,
Lui dira : pauvre vieux, aujourd'hui c'est trop tard.

Ainsi qu'un chien errant, pouillant dans l'immondice,
Pensif, on le verra rôder tous les chemins,
Ne sachant mendier s'il n'a recours au vice,
Il aura l'agonie de tous les meurt-de-faim !

Examinons un peu quelle fut son existence,
Quelles furent ses joies, quel fut son bonheur.
Hélas ! pour ses besoins il eut maigre pitance,
Il eut le vide à l'âme, il n'eut que froid au cœur.

Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes,
Tandis que l'exploiteur entasse les millions
Comme un loup affamé en quelques trous immondes,
L'exploité « crèvera » dévorant « ses haillons ! »

UN PARIA.

L'ACCIDENT DE CHARENTON

Le souvenir de l'horrible tuerie de Charenton renaît ! chacun se souvient de l'accident qui eut lieu au cinq septembre de l'année dernière.

Aujourd'hui comparaissent devant le tribunal correctionnel de la Seine les « présumés » coupables, ce n'est bien entendu pas des directeurs de la Compagnie P.-L.-M., mais bien les pauvres agents qui sont assignés. La responsabilité incombe-t-elle aux employés ou aux directeurs, je réponds négativement dans ces deux questions, c'est l'organisation sociale actuelle qui devrait être assignée, condamnée et détruite.

Que peut-on, en effet, dire aux directeurs, ne sont-ils pas dans leur rôle, ils ont un mandat pour celà : sauvegarder les intérêts des actionnaires, risqueraient-ils même la vie des voyageurs, ils ne cherchent qu'à remplir leur coffret, ils remplissent leur devoir, nous, nous condamnons cette armée de rapaces, de suceurs, nous flétrissons énergiquement tous les capitalistes, parce qu'ils sont les ennemis de l'humanité, de la république, et que nous trouvons odieux de voir qu'une minime partie de la société exploite, mate, sangsue la grande masse des travailleurs.

La neuvième chambre n'a pas conclu ainsi, et comme les directeurs et les administrateurs des sociétés financières, elle a été dans son rôle de soutien de la vieille société. Les bourgeois de quelques drapeaux qu'ils s'affublent, sont forcément les ennemis des travailleurs, c'est pourquoi nous devons quel que soit le jugement rendu par le tribunal à propos de l'accident de Charenton, quelque soit l'ordre du jour qui sera voté à propos de l'interpellation Clémenceau-Lanessan, combatre toujours et sans relache les exploiteurs, les gouvernants, en un mot les jouisseurs !

MOULINES Fils.

MOUVEMENT SOCIALISTE

LYON

Conférence contradictoire du Compagnon GAUTIER

Mardi soir a eu lieu, salle de l'Elysée, la conférence contradictoire donnée par la fédération révolutionnaire avec le concours du compagnon Gautier, de Paris, devant une assemblée de 600 personnes.

Nous ne pouvons donner qu'un compte rendu succinct de cette intéressante réunion, vu la trop grande place que nous prendrait un compte-rendu *in extenso*, la conférence ayant commencé à 8 heures 1/2 pour ne terminer qu'à minuit.

Le compagnon Gautier débute en ces termes :

Au nom des révolutionnaires parisiens aux révolutionnaires Lyonnais, salut et solidarité !

La question du suffrage universel est considérée aujourd'hui comme une des plus sérieuses, dit-il, son principe en paraît même sacré à une grande quantités de populations. Aussi ne nous étonnons-nous pas que l'on trouve étrange que nous les combattions, que nous brisions avec les préjugés, c'est pourquoi nous le combattons, c'est pourquoi nous sommes abstentionistes.

En somme qu'est ce qu'est le suffrage universel ? Les uns, disent qu'il n'est pas un droit, mais un devoir, et la représentation une fonction pour laquelle il faut avoir les qualités, les capacités nécessaires.

D'autres, plus démocrates, disent que c'est la panacée universelle que chacun doit pouvoir aborder et qui doit guérir tous les maux, en un mot que c'est la Revalescière du Barry politique et sociale !...

Eh bien, à nos yeux, le suffrage universel est un merveilleux instrument de duperie, car, expliquons nous : ce qui est un droit, c'est la souveraineté du peuple, j'entends la souveraineté de sa majesté tout le monde, et non la souveraineté de un, de deux, de 10, de 363, de un million pas même la moitié plus un de la population, et la souveraineté du peuple, pour nous, c'est la souveraineté de chaque individualité, que chacun ait le droit de vivre et de prendre part à tous les actes, à toutes les manifestations de la vie sociale.

Et tel qu'il existe, tout mauvais qu'il est, le suffrage universel, combien y a-t-il de membres de la Société qui y prennent part ? Pour cela il y a des âges déterminés par la loi, il y a des sexes, il y a aussi des soldats que l'on trouve bons pour aller faire pourrir leurs os de l'autre côté de la Méditerranée pour la plus grande gloire et le plus grand profit des politiciens et des capitalistes, et que l'on ne trouve pas même bons pour participer à la nomination de leurs maîtres, de leurs bourreaux.

Voyons encore comment ce suffrage est universel, voyons ce qui se produit avant, pendant et après l'élection. Avant l'élection, le suffrage dit universel est obligé d'attendre qu'il plaise au gouvernement de lui permettre de fonctionner, il faut qu'il attende son bon plaisir. Si par exemple il prenait aux gouvernants l'idée de décréter qu'ils sont inamovibles et même que leur fils leur succèderont au pouvoir, nous n'aurions aucun recours contre eux, puisqu'ils font les lois et les défont selon leur bon plaisir. Je sais bien, l'on me fera cette objection qui m'a déjà été faite plusieurs fois, que, si les représentants en arrivaient là, nous nous révolterions ; nous sommes de cet avis, mais nous croyons qu'il est inutile d'attendre cela pour se révolter, il faut voir si la représentation a un but utile, si elle est inutile il faut la supprimer, ne pas perdre notre temps et nous organiser pour cette révolte à laquelle nous serons forcés d'arriver tôt ou tard, car nous n'avons besoin de personne pour nous représenter.

Dans votre vie privée, vous n'allez pas chercher votre voisin lorsque, par exemple, vous voulez entreprendre une partie de plaisir avec votre famille, vous savez bien ce que vous avez à faire et que vous ne pouvez être mieux servi que par vous-même.

Passons maintenant à la période électorale.

Vous avez malheureusement trop vu souvent ce dégoutant spectacle : que voyez-vous dans une réunion électorale, qu'y entendez-vous ? Des candidats paradant et se chicanant ; s'injuriant même, c'est à qui mieux mieux criera à la foule prenez mon ours ! prenez mon ours ! mon concurrent est un gredin, un saltimbanque, un traître, etc. Et nous concluons, nous, à la vue de ce spectacle écœurant, que s'ils se traitent réciproquement de coquins et de charlatans, c'est qu'ils le sont les uns et les autres.

A un interrupteur qui lui demande ce que l'on mettra à la place du suffrage universel, le compagnon Gautier répond : Je suis heureux de constater que le citoyen qui me fait cette demande est déjà convaincu que le suffrage universel ne vaut rien, puisqu'il me demande déjà ce que l'on mettra à la place, mais il voudra bien me permettre de continuer auparavant mon sujet, pour ceux qui ne seraient pas encore convaincus comme lui.

Voyons donc, maintenant après la période électorale.

Le candidat qui le plus de voix est élu, et cependant ce candidat ne représente qu'une minorité, car en déduisant, comme je l'ai déjà dit, ceux qui de par la loi ne vôtent pas, puis les abstentionnistes qui sont nombreux, ensuite le cas où plusieurs ou un certain nombre de candidats sont en présence, où il arrive même que la somme des voix des vôtants est plus forte partagée entre les candidats non élus, que celle donnée au candidat élu, donc pour toutes ces raisons réunies il n'y a pas de souveraineté des majorités.

Et quand bien même cette majorité existerait nous n'admettons pas le droit des majorités, car il est notoire que souvent un seul homme a eu raison contre tout le monde, l'exemple de Galilée en est une preuve frappante.

De quels crimes aussi les majorités ne se sont elles pas rendues coupables, soit par fanatisme, ignorance ou corruption ? Les majorités ont semé la route du progrès de nombreux martyrs, elles ont sanctionné les crimes des tyrans dans notre siècle même, puisqu'elles ont fait des plébiscites.

Puis démontrant la filière parlementaire, le compagnon Gautier démontre qu'un candidat, resterait-il honnête, en arrivant à la Chambre (ce qui est très rare) il ne peut rien faire, ses projets sont travaillés, retournés, déformés de telle sorte qu'ils deviennent finalement des nullités.

Revenons donc au côté simple de la question.

Avons-nous besoin de législateurs ?

Nous répondons non ! nous n'avons pas plus besoin de législateurs que nous n'avons besoin de prêtres, de bourreaux, de mouchards, car ce ne sont pas des fonctions utiles, des fonctions productives et s'il n'y a de fonctions vraiment utiles que les fonctions productives, est-ce que les producteurs ne sont pas à même de s'entendre entre eux au mieux de leurs intérêts, étant présidés par l'égalité ? pour cela il n'est pas besoin d'urnes à double, triple ou simple fond.

Le citoyen Lejeune demande au compagnon Gautier ce qu'il veut mettre à la place du suffrage universel.

Le compagnon Gautier répond : Il y a Voltaire qui dit un jour : « Lorsque l'on tue une bête féroce, il n'est pas besoin de rien mettre à la place ! » aussi, telle est ma réponse. Et à un doute exprimé par le même citoyen sur le républicanisme du compagnon Gautier, Celui-ci répond : « Si je suis républicain ? cela dépend ! Si vous entendez par république le système qui nous régit aujourd'hui : misère d'un côté, orgie de l'autre, si vous entendez un peuple divisé en exploités et en exploiteurs, en oppresseurs et en opprimés, en producteurs mourant de faim et en parasites crevant d'indigestion, en un mot si vous entendez aussi une république à la Gallifet, non ! je ne suis pas républicain. Mais, si au contraire vous entendez la république dans toute l'acceptation du mot, c'est-à-dire chose publique, c'est-à-dire Liberté et Egalité pour tous, plus de maîtres, plus d'esclaves, plus de parasites, plus de martyrs, oui ! je suis républicain, mais comme celà seulement. »

Un citoyen demande quel est le genre de gouvernement que l'on mettra à la place du suffrage.

Le compagnon Gautier répond que ceci est d'une grande simplicité, çà peut se résumer en trois mots : *Pas de Gouvernement !*

Un citoyen dit que les anarchistes n'arriveront jamais à imposer leur système à tout le monde, mais il reconnaît qu'ils augmentent en nombre tous les jours et qu'aujourd'hui il y en a partout.

Il leur conseille de s'exiler et d'établir leur système dans un autre pays, disant que quand çà ira bien l'on ira les rejoindre, il se plaint aussi que le compagnon Gautier étant instruit, il n'y avait rien d'étonnant que ce qu'il disait pût prévaloir, et que du reste l'assemblée n'était composée que d'anarchistes.

Le compagnon Bernard répond, en qualité d'ouvrier, pour donner satisfaction à ce citoyen :

Vous constatez dit-il, que le nombre des anarchistes va toujours en augmentant, et vous voudriez qu'ils s'exilent, qu'ils abandonnent la lutte ; ils ne le feront pas, car ce qui est sur terre est à tous, c'est le produit des générations, passées et présentes, ceci nous appartient de droit. Cependant s'il y avait à côté de celle-ci une autre planète semblable, nous n'hésiterions pas à y aller nous les producteurs si possibilité il y avait, nous ne ferions pas de révolution soyez-en persuadés, nous laisserions les parasites seuls et libres, ils auraient pour eux l'espace, leur paresse et leurs vices comme moyens d'existence. Mais comme il n'en est pas ainsi, nous devons prendre où il y a, l'ouvrier doit s'emparer de l'outil et s'en servir à son profit, le paysan de la terre et la cultiver de même, et là il n'y aura pas besoin ni de lois ni de maîtres d'aucune sorte, tous les travailleurs sauront bien s'entendre au mieux de leurs intérêts, l'orsqu'ils seront tous égaux, tous libres.

A un bourgeois s'écriant, que les révolutionnaires voulaient l'assassinat, le compagnon Bernard répond : Assassins vous mêmes ! messieurs les bourgeois, n'est-ce pas vous qui nous assassinez tous les jours, MM. les capitalistes, financiers, et hommes politiques, dans vos bagnes, vos mines, et vos aventures criminelles, et lorsque pacifiquement, trop pacifiquement, nous réclamons une amélioration à notre sort d'exploités, hésitez-vous à envoyer contre nous nos amis, nos frères, que vous transformez en bourreaux, en défenseurs de vos crimes, au moyen du service militaire, de la discipline abrutissante ?

Cessez donc de nous assassiner vous mêmes, rentrez dans le droit commun, laissez établir la justice, l'égalité, et nous considérant d'égal à égal, nous n'aurons plus aucune raison pour vous tuer, pour vous assassiner comme vous dites !

Plusieurs citoyens se succèdent à la tribune, mais ils reviennent sur des questions déjà traitées plus haut qu'il est inutile de relater encore ici.

Le compagnon Bordat, à propos de la question des candidatures ouvrières et de la protestation soulevée par un citoyen, fait l'historique de la candidature Trinquet, qui après avoir été candidat révolutionnaire et étant tombé en ballottage, a cru devoir au deuxième tour de scrutin faire un manifeste opportuniste, et n'ayant pas été élu, a pour récompense de sa lâcheté été recueilli dans le sein des gouvernants sous forme d'emploi administratif. Ceci dit-il, est un exemple frappant qu'il ne faut compter sur personne que sur nous mêmes, et ne plus s'occuper d'élections qui sont autant de duperies, et nous font faire fausse route.

Ensuite il relève avec succès les injures dont il a été l'objet ainsi que tous les révolutionnaires lyonnais en général de la part de certain journal, qui avait fait un certain bruit ridicule et indigne, autour d'un soi disant siège de ses bureaux, dont ce journal avait été justement l'objet de la part des révolutionnaires lyonnais, et dont les suites ont amené pas mal de pièces de 50 fr. d'amende sur la fédération révolutionnaire, mais le gouvernement et les plaignants en seront pour leurs frais, — termine-t-il — car autant que nous sommes, nous n'avons pas le sou, et nous sommes toujours prêts à recommencer si de nouvelles injures se reproduisent à notre égard.

Quelques citoyens prennent encore la parole pour ou contre l'idée anarchiste. Le compagnon Lemoine fait un exposé clair de l'intérêt et de la possibilité qu'ont les travailleurs de s'entendre, de se liguer contre ceux qui les exploitent et les trompent sans cesse, il croit que cette entente devrait déjà être un fait acquis : n'avons-nous pas les mêmes besoins, ne souffrons-nous pas des mêmes souffrances, ne sommes-nous pas aussi intelligents que nos ennemis ? Apprenons donc à nous passer d'eux, et à ne pas nous former de nouveaux ennemis dans nos rangs, en élevant au-dessus de nous des prolétaires comme nous, en leur donnant un pouvoir quelconque.

Le compagnon Dejoux fait un appel à l'union des travailleurs sur le terrain révolutionnaire, le seul terrain sur lequel nous puissions combattre avec succès.

La motion suivante, présentée par le compagnon Bernard, est acclamée à l'unanimité moins 2 voix.

Considérant que le Suffrage universel ne peut être considéré que comme un moyen de duperie employé par la bourgeoisie, pour faire sanctionner ses privilèges et l'exploitation que subissent les travailleurs ;

Considérant que toute réforme pouvant améliorer la situation des uns, doit nécessairement nuire aux autres, que de cette situation, il résulte un antagonisme d'intérêts motivant l'emploi de la force ; pour toutes ces raisons, les Socialistes Révolutionnaires lyonnais, réunis Salle de l'Élysée, le 14 mars, s'engagent à porter tous leurs efforts pour l'organisation des forces révolutionnaires, qui doivent avoir pour but de détruire l'exploitation économique et l'autorité, quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente.

Troyes. — Le compagnon Henry, vient d'adresser l'appel suivant aux citoyens qui faisaient partie du groupe d'Etudes sociales, qui s'est dissous à la suite de quelques divisions intestines qui se sont produites au moment des dernières élections législatives :

Compagnons,

« Dans tous les centres industriels, l'armée révolutionnaire se forme.

« Elle va bientôt pouvoir marcher unie et compacte à l'assaut du vieux monde de l'exploitation capitaliste ; cette armée en formation, les hommes de l'avant-garde ne doivent pas la démoraliser par le spectacle de l'immobilisation et de l'indifférence.

« Les partis politiques se sont préparés de longue main, ont groupé tous

leurs éléments d'action, disposé toutes leurs forces, choisi leur terrain de combat et pris leurs positions.

« Nous, qu'avons-nous fait ?

« Que faisons-nous ?

« Où en sommes-nous ?

« Nous avons déjà perdu bien du temps, et le temps perdu est le premier élément de la défaite.

« Devant notre faiblesse, nos exploiteurs deviennent de plus en plus arrogants. Les laisserons nous plus longtemps nous insulter, et se repaître de notre sueur ?

« Debout et à l'œuvre.

« A l'œuvre tout de suite !

« Il est grand temps de faire sortir le prolétariat troyen de l'état latent dans lequel il est plongé.

« Rompons une fois pour toutes avec cet esprit individualiste et autoritaire qui pèse sur nos cerveaux, et qui ne mène qu'à la division et au gâchis.

« Regroupons-nous autour du drapeau des revendications sociales sur lequel est inscrite cette maxime de l'éternelle équité : « De chacun suivant ses forces, à chacun « suivant ses besoins ».

Nous recevons la lettre suivante du compagnon Kropotkine, le vaillant nihiliste Russe que la République modèle (la Suisse) a expulsé de son territoire :

Londres, 12 mars 1882.

Chers Compagnons,

« C'est avec le plus vif plaisir que j'apprends l'apparition du *Droit social*. Je ne peux pas vous promettre une collaboration active, mais en tout cas, comptez-moi des vôtres.

« Mes meilleurs souhaits pour la réussite de l'organe des vaillants anarchistes lyonnais.

« Salut et solidarité.

Pierre KROPOTKINE.

Compagnons rédacteurs du *Droit Social*.

Imola (Italie) 12 mars 1882.

Je lis dans la *Correspondance parisienne* de votre dernier numéro que « Brousse et Costa ont *exclu* leurs anciens amis anarchistes ». Pour ma part, compagnons, je trouve cette affirmation fort inexacte. Bien qu'en désaccord avec quelques-uns de mes anciens amis, je n'ai pourtant jamais *exclu* personne ; j'ai toujours voulu, au contraire, l'accord de tous les socialistes contre l'ennemi commun. Cet accord, nécessaire en France, est indispensable en Italie ; et, en Italie, nous ne sommes pas loin d'y parvenir.

Agréez, compagnons, mes salutations.

Andréa COSTA.

Le Creuzot, 13 mars 1882.

Citoyens administrateurs du *Droit social*,

C'est avec joie que je vous apprends qu'il vient de se former un cercle d'études sociales de la jeunesse creusotine, sous ce titre : *La Fraternité*.

Nous aurons pour but de rechercher le remède au paupérisme moral et matériel, dont les travailleurs sont les victimes, dans la société actuelle, et démontrer la bourgeoisie impuissante à réaliser les réformes qu'elle promet tous les jours, à ceux qui l'ont mandatée à cet effet.

De démontrer, aux salariés des deux sexes, la nécessité de s'organiser en parti distinct de la bourgeoisie, afin de préparer la Révolution sociale, qui devra emanciper le travailleur, cet esclave moderne de l'exploitation inique du Capital, et qui assurera le bien-être à chaque humain.

Le cercle d'études n'espère pas, que ce soit, par l'autoritarisme ou la dictature, que le travailleur pourra s'affranchir de toutes les iniquités de l'ordre actuel, mais seulement, que par l'autonomie.

Car le passé a ses exemples terribles, car jusqu'ici c'est toujours la Dictature, qui perdit toutes nos Révolutions faites antérieurement et notamment la commune de Paris en 1871.

Il aura surtout pour but, de grouper toute la jeunesse ouvrière, active et consciente, pour que plus tard, lorsque Messieurs les bourgeois tenteraient de renouveler ce qu'ils viennent de faire à la Grand-Combe et à Bessèges, d'envoyer la force armée en réponse aux justes récriminations des grévistes, que ceux qui seraient soldats, alors puissent dire : Ce sont nos frères de misère, nos camarades d'atelier, contre lesquels on nous envoie pour les forcer de rentrer au bagne, qu'ils ont quitté hier.

Hé bien, qu'avons-nous à faire, si ce n'est de nous rallier à eux et crier : vive la grève.

On peut dire que celà est utopique, car il ne suffit pas de lever la crosse en l'air, étant enrégimenté sous la loi du militarisme, le soldat ne tire pas à Marseille aujourd'hui, demain, arrivé dans une autre ville, il tire fatalement.

Le seul remède à cela, c'est de refuser de partir, oui, la grève des conscrits.

Que ces messieurs de la République bourgeoise le sachent bien, si jusque-là la grève des conscrits n'a été que de vains mots, ces mots pourraient bien devenir des réalités.

Prière, citoyens, au nom de la jeunesse creusotine, d'insérer la note ci-dessus.

Pour le cercle d'études, salut et Révolution.

Le Secrétaire, L. C....

Marseille, 13 mars 1882.

Compagnons,

La semaine révolutionnaire est toute à l'organisation de soirées pour le 18 Mars.

Des radicaux aux socialistes anarchistes, en passant par les collectivistes de toutes nuances, les groupes et cercles de la ville s'apprêtent à fêter cette grande date, qui par un banquet, qui par un punch, suivis de conférences.

Jamais, depuis les massacres des journées de mai, la victoire du 18 n'avait autant passionné les esprits, jamais on n'avait mis tant d'entrain à faire revivre ce grand mouvement populaire. C'est qu'aujourd'hui on en comprend mieux l'importance ; et l'esprit de révolte qui gagne les masses y est aussi pour quelque chose.

Je ne veux rien préjuger de ces réunions qui promettent d'être d'un aspect grandiose, mais pourtant l'adoption de cet anniversaire par certains meneurs du radicalisme donne à réfléchir ; fêter le 18 mars, pour des ennemis aussi acharnés qu'ils le sont du socialisme, c'est nous faire croire qu'ils ne connaissent pas l'historique de cette journée qui est éminemment socialiste ; pour des partisans si entichés de la légalité, c'est nous donner à supposer qu'ils ignorent qu'elle fut entièrement révolutionnaire, ou bien alors qu'ils ne fêtent cette date que pour l'exploiter, pour s'en faire un masque qui leur permettra de duper les masses, de faire surgir des candidatures.

C'est peut-être malheureusement trop vrai, mais, si ce fait se produit, ce ne sera assurément que d'une façon isolée ; à nos amis de veiller à ce que l'ensemble ne perde rien de son caractère révolutionnaire et de démasquer impitoyablement le traitre ou l'ambitieux qui essaiera de faire dérayer de son but cette grande manifestation ; avec un peu de bonne volonté additionnée de beaucoup d'énergie ils réussiront, c'est sur.

Quelques amis se proposent de soulever dans ces réunions deux questions d'actualité : la première est relative aux secours à apporter à nos frères en grève, quant à la seconde, elle se rapporte à la condamnation des révoltés Russes.

Les révolutionnaires des autres villes de France comprendront toute l'importance de ces deux questions et ils ne laisseront pas échapper l'occasion qui leur est offerte d'affirmer leur sympathie et leur solidarité avec les révoltés de l'exploitation capitaliste en France, et les opprimés du despotisme imperial en Russie.

Il montreront par là aux gouvernants de tout pays que l'entente n'est pas loin de se faire entre les révolutionnaires ; que l'internationale, qu'ils ont cru morte, est plus vivace qu'elle ne le fut jamais, c'est au grand jour qu'elle opère, ni frontières, ni lois n'y peuvent rien.

Alexandre TRESSAUD.

EN BELGIQUE

En 1880, un véritable réveil de l'opinion socialiste révolutionnaire s'était produit en Belgique.

Sous l'influence d'hommes énergiques et dévoués, Stuyck, Gowerts, Debryger, Delsante, Claes, Baily, Chauvière, Steens, Monier, Brodkom, Dutherque, Claes-Keus, Raymond, Lorand, etc., à Bruxelles ; Delfosse, à Liége ; Gerulon et Pirette, à Verivers ; Hutse, à Gilly ; Fourneau, Auquier, Moreau, Bocher, Navire, Urbain, dans le Borinage, des groupes furent organisés, des journaux *les Droits du peuple*, à Bruxelles ; la *Persévérance*, à Verdiers) furent fondés, de nombreuses conférences furent faites sur tous les points du pays et au mois de septembre 1880, un congrès réuni à Bruxelles établit dans ce pays l'*Union révolutionnaire*, composée d'étatistes, d'internationalistes et d'anarchistes.

Deux autres congrès eurent lieu au mois de décembre 1880 à Verdiers et au mois de mars 1881 à Cuesmes.

Puis vinrent les mauvais jours : les expulsions des socialistes révolutionnaires étrangers, notamment celles de Monier, de Crie, de Maletesta, de Homs, etc., les divisions, les querelles intestines et pendant quelque temps, on put craindre que les progrès du parti de la Justice par la Révolution ne subissent, en Belgique, un déplorable ralentissement.

Il n'en était rien, le feu couvait sous la cendre, pour employer une métaphore banale, et nous apprenons avec plaisir, mais non sans trop d'étonnement, que nos amis Belges, semblent décidés à recommencer une énergique propagande en faveur des idées révolutionnaires.

Nous en trouvons la preuve dans deux placards que nous venons de recevoir : le premier est publié à Bruxelles et adressé par un groupe de prolétaires, aux étudiants, qui réclament le suffrage universel, l'autre est publié par le *Cercle anarchiste Bruxellois* et le groupe *l'Etincelle* de Verdiers, et il est adressé aux *Travailleurs des Campagnes*.

Détrompez-vous, étudiants, dit le premier de ces placards, le Suffrage Universel n'est pas l'organe de la Souveraineté populaire et il ne nous conduira pas sûrement à l'abolition des privilèges. Les privilégiés actuels sont le Souverain qu'on appelle la bourgeoisie ; il a besoin d'une garantie pour sa propre conservation ; il trouve cette garantie dans le gouvernement donc, plus on renforce le gouvernement plus le peuple est dominé, plus il est exploité.

Selon nous, la Souveraineté du peuple ne réside ni dans la majorité, ni dans la minorité. Pour que le peuple soit Souverain, il faut que chaque citoyen soit souverain c'est-à-dire indépendant.

Citons seulement la conclusion du second placard :

Travailleurs des campagnes et des villes, si vous voulez vivre comme des êtres humains, sortez comme aux grands jours et sapez, mais ne laissez rien debout de ce qui vous domine. — Ne craignez pas la force du gouvernement. — Ces gouvernements, qui semblent si formidables, croulent sous les premiers chocs du peuple insurgé, on en a assez vu dégringoler en quelques heures, et, il est à prévoir que dans quelques années, des révolutions vont éclater en Europe et ébranler l'autorité.

Profitez de ce moment pour tomber sur les gouvernements. Mais surtout pour faire votre révolution, c'est-à-dire, pour chasser les grands propriétaires et déclarer leurs biens propriété commune, pour démolir les usuriers, abolir les hypothèques et proclamer votre indépendance absolue, tandis que les ouvriers des villes feront de même dans les cités, organisez-vous en vous fédérant librement par commune et par région. Mais prenez garde, ne vous laissez pas escamoter la Révolution par toutes sortes de gens qui voudront se poser en bienfaiteurs.

Travailleurs, faites vous-mêmes sans attendre rien de personne et votre but sera atteint.

Allons, mes amis Belges, vous avec qui j'ai lutté pendant dix-huit mois, et dont m'a seule séparé la violence d'un gouvernement que vous supportez depuis trop longtemps, un peu d'énergie et un peu de courage !

Oubliez vos dissensions intestines, vos rancunes personnelles, vos querelles particulières : ne songez qu'à faire une active propagande contre l'autorité quelle qu'elle soit, contre la tyrannie bourgeoise, contre l'exploitation capitaliste dans le but d'arriver le plus promptement possible à faire enfin la Révolution sociale.

Henri LAURENT.

TRIBUNE PUBLIQUE

Femmes révolutionnaires lyonnaises

GROUPE LOUISE MICHEL.

Nous venons de perdre une de nos plus ardentes, une de nos plus dévouées révolutionnaires.

La citoyenne Marie Ferré vient de descendre dans la tombe, âgée de trente-quatre ans. Hélas, encore une victime qui va grossir le nombre déja si grand, de ces vaillants lutteurs déterminés, de ces ardents défenseurs de la cause du peuple qui combattent jusqu'au dernier souffle pour l'humanité tout entière, et qui n'ont pas le bonheur de voir s'accomplir la révolution sociale, telle qu'ils l'ont préconisée, telle qu'elle sera, grande et belle de justice et d'humanité.

Marie Ferré était une révolutionnaire fermement convaincue, énergique et dévouée, on la trouvait toujours au premier rang lors d'une manifestation, ou d'un mouvement révolutionnaire.

On sait avec quelle fermeté, avec quel courage, vraiment stoïque, elle supporta les plus cruelles douleurs, les plus amères déceptions de ce sinistre ouragan d'injustice déchaîné contre elle et les siens. Son frère fusillé en 71 par la bourgeoisie criminelle, par ces tueurs maudits, sinistres buveurs de sang, égorgeant leurs frères pour s'élever et mugler de plus belle le peuple agonisant.

Sa mère succombant de douleur et de désespoir à la suite de ces massacres horribles furent, pour Marie Ferré, après tant de courage et de dévouement, les coups mortels qui devaient l'emporter aujourd'hui dans la tombe.

Aussi son unique but son unique désir était la grande révolution vengeresse qui devait laver tous les crimes passés et présents en établissant la vraie justice sociale.

Marie Ferré sera, pour toutes les citoyennes, un exemple à suivre, ses principes révolutionnaires survivront après elle et son souvenir nous donnera une force nouvelle pour la lutte acharnée, incessante que nous jurons de poursuivre jusqu'au jour où le peuple aura enfin brisé ses fers et que sa main vengeresse montrera les coupables, ce jour-là nous nous souviendrons que nos martyrs ont demandé vengeance et notre dernier cri sera encore et toujours, mort aux oppresseurs du peuple, vive la révolution sociale.

En vue de ces faits nous annonçons que sur la proposition de notre amie, la citoyenne Louise Michel, nous substituons le nom de Marie Ferré à celui de Louise Michel, afin que son souvenir survive dans tous les cœurs, et en mémoire de la vaillante citoyenne que nous pleurons et que nous regrettons sincèrement, sous le drapeau de la Révolution nous signons aujourd'hui,

Groupe Marie FERRÉ
(Ex-groupe L. M.)

HOMMES LIBRES

C'est à vous que je m'adresse, à vous qui, si la fatalité a voulu que vous soyez attachés à une chaîne matérielle et tyrannique, conservez dans le fond de votre être le sentiment de la liberté, ayez confiance ! seuls, les prolétaires sont libres.

Depuis longtemps déjà des jésuites de toute couleur, de toute nuance, des menteurs infâmes, des voleurs de consciences vous berment de promesses trompeuses. Oui, déguisés sous le nom de radicaux, intransigeants, etc., ils se ressemblent tous ; ils doivent tomber.

Regardez autour de vous, des hommes lèvent la tête, des hommes secouent le joug, la voix du prolétariat se fait entendre.

L'immense brasier revolutionnaire jette de temps en temps une éclatante lueur. Des sociétés se forment. Aidons tous au relèvement, à la victoire du Socialisme.

Révolution et Anarchie !

UN VIEUX SOCIALISTE.

Lyon, le 4 mars 1882.

A la veille de la discussion, à la Chambre, du budget pour l'exercice 1883, nous nous faisons l'écho des justes revendications des facteurs des télégraphes qui n'ont pu encore obtenir que leurs services soient classés dans la catégorie des services actifs, comme ceux de leurs collègues des postes. Cette inégalité que l'on constate dans deux services publics qui sont pourtant fusionnés est très préjudiciable aux intérêts de sous agents des télégraphes qui n'obtiennent leur retraite qu'après 30 ans de service, tandis que les facteurs des postes sont retraités après 25 ans. Les facteurs des télégraphes qui font nuit et jour un service pénible, devraient être traités sur un pied tout à fait égalitaire, ce qui n'a pas eu lieu jusqu'à ce jour. Nous osons espérer que M. le ministre des postes et télégraphes voudra bien réclamer à la Chambre une modification à la loi de 1853, sur les pensions civiles, mesure équitable qui sera bien accueillie par les intéressés.

CAMILLE.

CAISSE DES GRÈVES

4e Liste de Souscription

Listes précédentes, 102,05.

Souscription faite par des partisans de l'interpellation Lannessan sur la grève de Bessèges 5 fr., Un professeur révolutionnaire 1 fr., Collecte faite à la réunion des cordonniers du 2 mars 6,50, Moitié de la collecte faite à la conférence contradictoire à l'Elysée, le 14 mars 8,60.

Total 18,50. — Total à ce jour 122,15.

∴

Nous avons reçu également une souscription de Villefranche, les détails de cette souscription étant égarés, nous les publierons dans notre prochain numéro.

RÉUNION

Des Actionnaires du DROIT SOCIAL

Vous êtes invité à assister à la réunion privée des actionnaires du *Droit Social*, qui aura lieu le *dimanche 26 mars*, à 1 heure du soir, chez M. CÉLERIER, rue Sainte-Elisabeth, 108.

ORDRE DU JOUR.

1° Réception de nouveaux actionnaires :
2° Proposition du citoyen Damezin, demandant l'expulsion de plusieurs actionnaires ;
3° Acceptation de démissions d'actionnaires ;
4° Nomination de six membres du Conseil d'administration en remplacement des citoyens Gilbert, Damezin, Berthollet, Delaleu Cœur et Louis, démissionnaires :
5° Propositions de l'administration demandant à ce que le versement mensuel donne droit à la réception du journal ;
6° Questions diverses.

Cette réunion étant la deuxième convoquée avec le même ordre du jour, les décisions prises seront valables quel que soit le nombre d'actionnaires présents.

Pour l'Administration,
DÉJOUX.

Les portes seront rigoureusement fermées à 2 heures.

NOTA. — Etre porteur de son livret.

Le Gérant : DÉJOUX.

LYON.—IMPR. A. PASTEL, 10 PETITE RUE DE CUIRE,